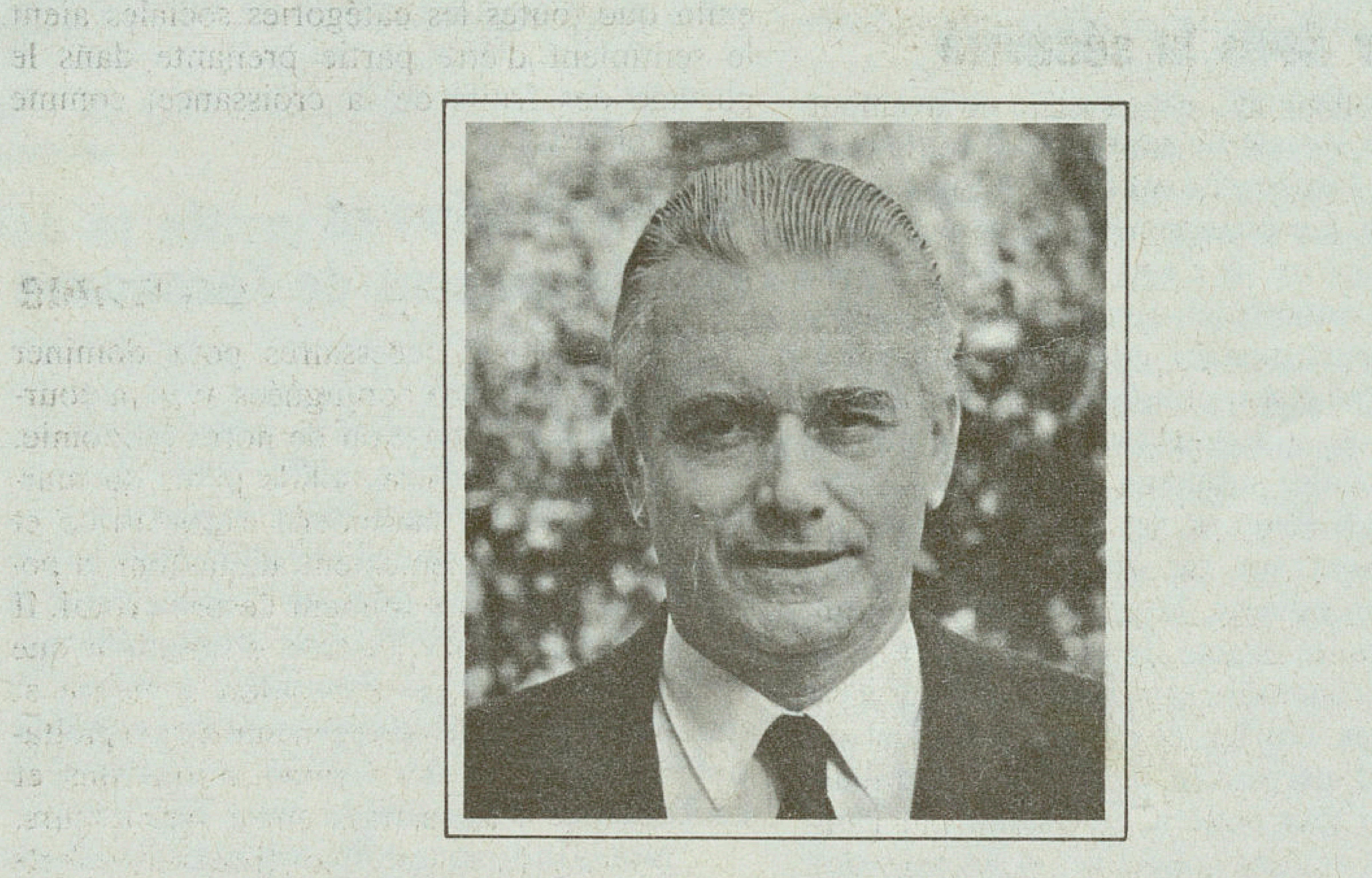
Pour la France, pour la République, pour une Nouvelle Société



Jacques Chaban-Delmas

Chacun de nous a mesuré le caractère tragique, pour la France, de la disparition de Georges Pompidou. Chacun de nous mesure l'enjeu de l'élection présidentielle. C'est un choix décisif, un choix de société.

Elire un président de la République, au suffrage universel comme l'a voulu le Général de Gaulle, c'est pour chaque français déterminer librement son avenir.

Au service du Pays depuis plus de trente ans, pendant la guerre, dans la Résistance, puis comme fonctionnaire (inspecteur des finances), j'ai acquis comme député et maire de Bordeaux, une connaissance approfondie de la province. Ministre de l'Equipement, Ministre de la Défense Nationale, Président de l'Assemblée Nationale pendant onze ans, nommé Premier Ministre par Georges Pompidou en 1969 pour diriger pendant trois ans le Gouvernement de la France, j'ai la pratique des plus hautes charges de l'Etat.

Tous ces travaux, ces actions, cette expérience, ma foi, mon enthousiasme, mon énergie et ma détermination, je les offre à la France et aux Français, à chacun et à chacune d'entre vous.

Si j'ai décidé de me présenter à vos suffrages, c'est pour passer avec chacun de vous un contrat. Un contrat de progrès, car la politique n'a de sens que si elle propose aux hommes et aux femmes de ce pays un espoir. Et l'élection doit sceller un engagement mutuel entre les citoyens et leur président.

Changer de société

Investi par le Président Georges Pompidou des fonctions de Premier Ministre, j'ai pendant trois ans agi pour transformer notre Société, en opérant dans la continuité de nos institutions et de nos grandes traditions nationales les changements nécessaires. Certes, tous les obstacles au progrès n'ont pu être surmontés, toutes les inégalités abolies, toutes les injustices redressées. Mais les Français savent que, pendant cette période, les mots de solidarité, de liberté, de développement se sont traduits par des actes. Ils ont eu la preuve que le progrès était possible sans bouleversement. Ils ont compris que les oppositions, les conflits qui naissent dans une société libre pouvaient être résolus ou atténués par le dialogue, la compréhension, la recherche de

l'accord plutôt que par l'affrontement stérile des intérêts et des groupes. Ils ont pu mesurer les heureux résultats de la politique contractuelle.

Changer dans la sécurité

Naturellement ce vaste mouvement d'évolution sociale ne saurait se faire dans le désordre et l'insécurité qui ruinent toute société humaine. Le changement ne peut se faire que dans l'ordre. Il s'agit pour moi non pas d'un ordre superficiel, imposé et par conséquent toujours menacé, mais d'un ordre profond, accepté et par conséquent stable. Un tel ordre suppose que dans toutes les activités de la vie nationale, publiques ou privées, collectives ou individuelles, les rapports entre les êtres reposent sur un dialogue franc, une concertation ouverte, la conscience de ce qui nuit, la mesure exacte de ce qui sépare et la volonté de s'entendre sans lesquelles tout n'est que menaces, conflits et destructions. Cet ordre profond, nécessaire, de la cellule familiale à la Nation tout entière, en passant par l'entreprise, les actions collectives et les pouvoirs locaux, cet ordre profond implique une autorité qui dialogue et persuade et des hommes et des femmes qui participent. Une telle conception de l'autorité, qui appelle la bonne foi des partenaires, transforme les rapports sociaux en les rendant humains. Elle permet de faire l'économie de la répression et alors tout change !

C'est cette vaste entreprise de rénovation que je vous propose de reprendre d'un nouvel élan.

Mais, dans l'immédiat, des tâches urgentes nous appellent dont l'accomplissement commandera la suite.

Contre la hausse des prix et pour la défense de l'emploi

La lutte contre la hausse des prix, la défense du pouvoir d'achat — en priorité de celui des plus défavorisés — la défense de l'emploi, l'équilibre de nos échanges, la solidité de notre monnaie exigent un ensemble de mesures rapides mais qui soient cohérentes et claires. Les Français peuvent comprendre les nécessités d'une discipline, à condition que l'on sache les leur expliquer et qu'on leur dise la vérité, à condition aussi que la répartition des sacrifices ne soit pas laissée au hasard, c'est-à-dire à la loi du plus fort, à condition enfin que toutes les catégories sociales aient le sentiment d'être partie prenante dans le partage des fruits de la croissance, comme dans l'effort.

Modernisation et développement de l'économie

Ces actions, nécessaires pour dominer la crise, doivent être conjuguées avec la poursuite de la modernisation de notre économie.

Notre agriculture, solide pilier du marché commun, est largement exportatrice et nos paysans, non seulement alimentent la population, mais aussi animent l'espace rural. Il s'agit de poursuivre l'action d'ensemble que le Président Georges Pompidou a menée et qui repose sur le développement de l'exploitation familiale et des formes mutualistes et coopératives d'association entre agriculteurs.

Notre industrie doit continuer ses efforts de restructuration et poursuivre son développement fondé sur la recherche et l'essor des techniques de pointe. Il faut instituer une véritable politique des petites et moyennes entreprises.

Toutes les formes de commerce doivent pouvoir répondre aux besoins en qualité et en quantité des consommateurs. L'application de la loi d'orientation pour le commerce et l'artisanat qui complète le dispositif de protection sociale des travailleurs indépendants doit leur permettre de trouver dans la Nation leur juste place.

L'artisanat, à cet égard, a prouvé qu'il méritait d'être traité comme un élément d'avenir.

Les classes moyennes, les cadres et les professions libérales sont indispensables, par leur capacité d'initiative et leurs responsabilités, à l'harmonie et à l'efficacité de notre économie. Ils doivent trouver leur plein épanouissement dans le développement équilibré de notre société.

Dans toutes les activités et à tous les niveaux, les structures nouvelles doivent permettre à chaque travailleur salarié de parti-

---

"La présence d'un candidat unique de la gauche pose le problème de la liberté".

---

ciper effectivement à la vie de l'entreprise.

Pour le Général de Gaulle, la participation était la voie nouvelle propre à rendre à l'homme sa primauté sur la machine. Dans ces conditions, elle devra s'étendre, progressivement et de manière réaliste, à la vie de toutes les collectivités, de l'entreprise à la commune.

Plan et efficacité

C'est par un plan rénové, dans ses objectifs et ses procédures d'élaboration, que la France — tant pour la Métropole que pour les Départements et Territoires d'Outre-Mer qui nous tiennent tant à cœur — saura donner un cadre et un sens à l'esprit d'initiative et d'entreprise de chacun.

Il faut aussi une plus grande efficacité de l'action gouvernementale. Le Premier Ministre doit disposer des moyens qui lui sont nécessaires. Indépendamment des personnes, le ministère de l'économie et des finances est devenu un Etat dans l'Etat : il sera scindé et ses compétences réparties.

Un premier plan de trente mois, à partir d'octobre prochain, définira les moyens propres à dominer la crise.

Le VIIe Plan sera ensuite conçu et élaboré et selon une forme et des méthodes rénovées.

Participation des jeunes à l'action publique

Il faut répondre à l'attente de notre jeunesse dont les interrogations, mais aussi l'enthousiasme, se heurtent souvent au scepticisme et à l'indifférence.

Tout doit être fait à l'école, à l'université, dans l'entreprise, dans l'administration, pour que chaque jeune puisse s'exprimer et participer à l'œuvre collective. La nouvelle société a impérieusement besoin d'eux.

La dignité du citoyen

Le besoin de dignité est au cœur même de toutes les revendications légitimes. Tout doit concourir à le satisfaire : le libre accès à la justice, garantie des droits de chacun, la démocratisation de l'enseignement et la formation permanente, l'amélioration substantielle des conditions de travail, la politique de la famille qui doit bénéficier du contrat de progrès promis par le Président Georges Pompidou, la réelle insertion des femmes dans la vie active, la réduction des inégalités des revenus, la clarification et l'allégement de l'administration pour aider chaque citoyen.

La protection de la nature et l'amélioration de l'environnement doivent être poursuivies malgré les difficultés de la croissance. J'avais créé un ministère spécialisé où s'est effectué un excellent travail de mise en place et de démarrage. Je ferai rétablir ce ministère avec les moyens d'action nécessaires.

La culture ne doit plus être réservée à un petit nombre mais au contraire devenir un fait social. Il en est de même du sport, des activités d'épanouissement et de loisir.

Un chapitre important est celui du développement de la démocratie locale.

Les nouvelles institutions régionales sont maintenant installées. Il faudra, d'ici deux ans, tirer les leçons de l'expérience et définir les extensions qu'il conviendra de proposer.

En ce qui concerne les départements et les communes, ainsi que les communautés urbaines et les districts, le moment est venu de reconsidérer leurs rapports avec l'Etat.

La complexité des règlements, leur enchevêtrement et leurs contradictions entraînent des retards importants, des déperditions d'énergie et des gaspillages, sans toutefois permettre aux collectivités locales de s'acquitter pleinement de leurs tâches. Je le sais par expérience. Il convient de répartir clairement les compétences et par conséquent les charges et les ressources.

A cette occasion, T.V.A. et subventions aux collectivités devront être traitées afin que l'autonomie locale soit fondée sur des bases financières solides et pour que la tutelle de l'Etat, que j'ai fait alléger, ne se trouve pas insidieusement renforcée par des contraintes financières.

De la même manière, je veillerai, en ce qui me concerne, à favoriser le plein exercice du contrôle parlementaire prévu par la Constitution.

"La hausse des prix pénalise les plus modestes ; c'est un problème de solidarité".

Ce que j'ai commencé à accomplir à cet égard comme Premier Ministre est le garant de ce qui sera réalisé : « Une France pour tous les Français ».

La dignité de la France

C'est dans la dignité que la voix de la France doit se faire entendre dans le monde. Grâce au Général de Gaulle, grâce à Georges Pompidou, grâce à l'effort de tous, la France a retrouvé et maintenu son rang.

Il faut donner un nouvel élan à la difficile construction de l'Europe, Europe de la volonté et de la solidarité, et qui, comme notre Pays, doit être fidèle à ses alliances tout en demeurant maîtresse de son destin.

Placée entre deux « super-puissances », la France doit demeurer rigoureusement indépendante de l'une et de l'autre, à la fois pour elle-même mais aussi pour demeurer porteuse d'entente et de détente. Cette politique, celle du Général de Gaulle, sera maintenue sans défaillance.

L'autorité de la France doit s'exprimer, au service de la paix, pour le respect de l'indépendance des peuples et le développement de la coopération avec tous.

Française, Français,

Garantir la stabilité des institutions et l'autorité du Chef de l'Etat, dans le respect du rôle du Parlement.

Maintenir la France dans son indépendance, comme élément essentiel de la construction européenne, de l'Alliance atlantique, de la coopération avec les pays de l'Est comme avec tous les peuples. Travailler inlassablement à la Paix universelle.

Dominer la crise pour assurer notre développement économique, reprendre la construction de la Nouvelle Société, plus libre, plus juste et plus humaine.

Tels sont les objectifs de mon action.

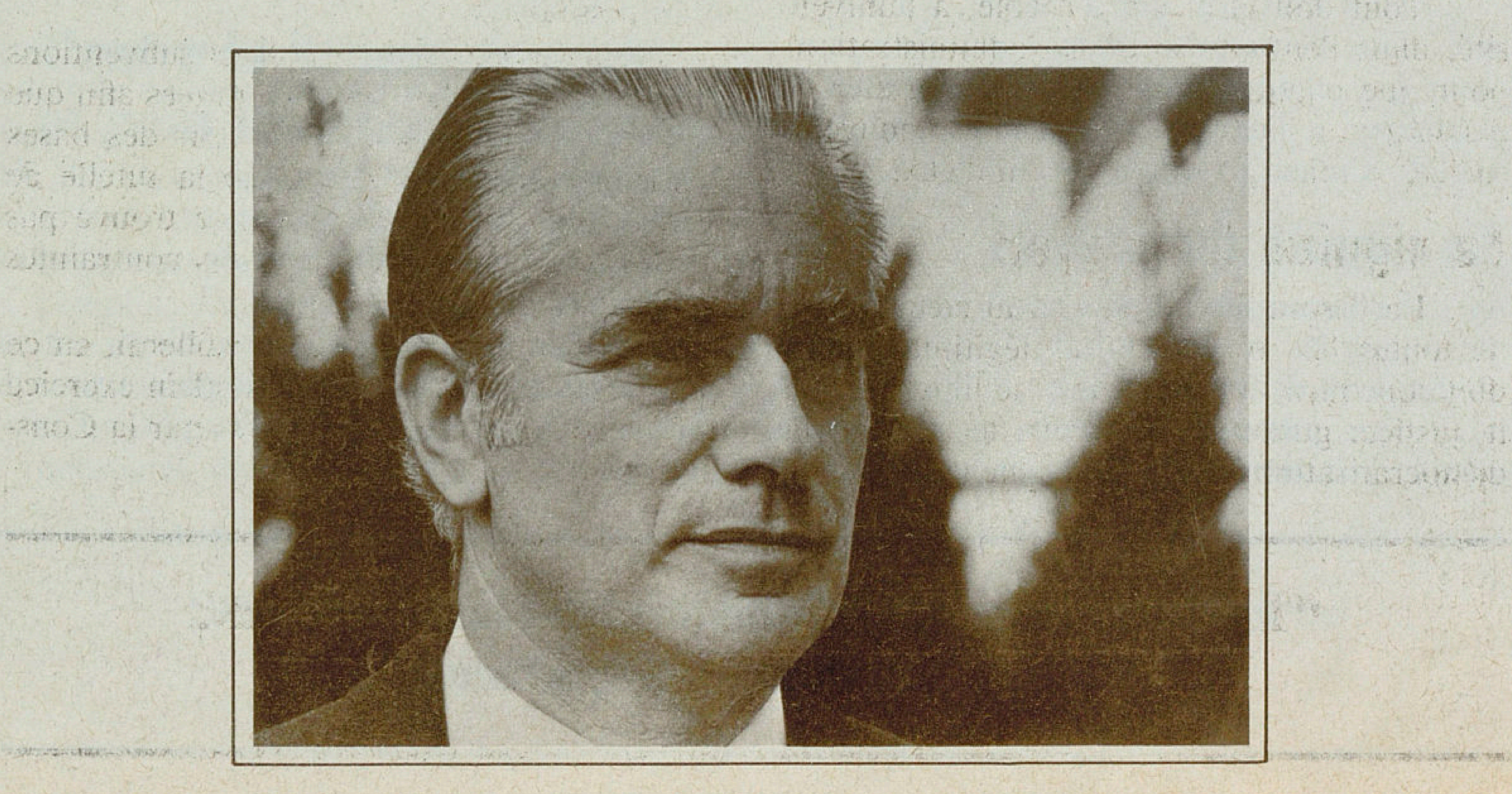
Pendant trois ans vous m'avez vu à l'œuvre comme Premier Ministre. Vous avez pu me juger et reconnaître en moi l'homme du dialogue et de l'action persévérante, tournée vers le progrès de la société et l'épanouissement des personnes.

Tel je suis resté. Tel j'ai l'honneur de solliciter votre suffrage.

J. Chaban-Delmas

Jacques Chaban-Delmas

"Je passe un contrat de progrès avec chaque Français; c'est un problème de vérité".



la néogravure - paris